

François BURGAT L'Islamisme en face

Paris La Découverte,



Préface à l'édition 2002*

« Qui voudra [dès lors] se dire solidaire des égorgeurs, des violeurs et des assassins – surtout quand il s'agit de gens que l'on désigne, sans autre attendu historique, comme des “fous de l'islam”, enveloppés et masqués sous le nom honni d'islamisme, symbole atavique de tous les fanatismes orientaux, bien fait pour donner à la haine raciste l'alibi indiscutable de la légitimité éthique et laïque ? »

Pierre Bourdieu¹

« La question de l'islam comme force politique est une question essentielle pour notre époque et pour plusieurs années à venir. La première condition pour en traiter avec un minimum d'intelligence, c'est de ne pas commencer par y mettre de la haine. »

Michel Foucault²

* En 2002, outre cette préface, la réédition de *L'Islamisme en face* a fait l'objet des ajouts et modifications suivants : la postface à l'édition de 1996 a été remaniée pour devenir le chapitre 13 consacré à « La pérennité de la formule politique arabe » et une nouvelle postface a été ajoutée.

¹ Commentant le rôle de Bernard-Henri Lévy dans la perception occidentale du conflit algérien. « L'intellectuel négatif », *Liber*, Paris, janvier 1998. Pierre Bourdieu expliquait : « Tout le dévouement de ceux qui ont été là, jour après jour, pendant des années, pour [...] essayer de s'informer et d'informer, de comprendre, de faire comprendre une réalité complexe, et qui ont combattu inlassablement, par des interventions publiques, des conférences de presse, des articles dans les journaux, pour arracher la crise algérienne aux visions unilatérales, tous ces intellectuels de tous les pays qui se sont unis pour combattre l'indifférence ou la xénophobie, pour rappeler au respect de la complexité du monde en dénouant les confusions, délibérément entretenues par certains, ont vu que tous ces efforts, accomplis en commun, pouvaient être détruits, anéantis, en deux temps, trois mouvements. Deux articles écrits au terme d'un voyage sous escorte, programmé, balisé, surveillé par les autorités algériennes ou l'armée, qui seront publiés dans le plus grand quotidien français, quoique bourrés de platitudes et d'erreurs et tout entiers orientés vers une confusion simpliste, bien faite pour donner satisfaction aux meilleurs et aux pires des sentiments, à l'apitoiement superficiel et à la haine raciste, maquillée en indignation humaine ; un meeting unanimiste regroupant tout le gratin de l'intelligentsia médiatique et des hommes politiques allant du libéral intégriste à l'écologiste opportuniste en passant par quelque socialiste en mal de portefeuille et par la passionaria des éradicateurs. Une émission de télévision parfaitement unilatérale sous des apparences de neutralité et le tour est joué. Le compteur est remis à zéro. L'intellectuel négatif a rempli sa mission. »

² Michel FOUCAULT, *Dits et Écrits III*, Gallimard, Paris, 1996, p. 708.

Résumé : Sur la question de l'Islam politique Michel Foucault comme Pierre Bourdieu ont pris (dès 1980 pour le premier, à partir de 1994 pour le second) des positions plus contrastées que celles des « nouveaux philosophes » français. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, chacun s'est légitimement empressé de dénoncer cette violence qui avait frappé les États-Unis. Bon nombre d'analystes ont cependant oublié de rappeler la violence qui, pour des millions d'Irakiens, de Palestiniens ou de Saoudiens, avait résulté la politique américaine conduite dans la région. En se réfugiant dans une approche théologique et culturaliste, ils ignoraient la dimension trivialement politique de la crise.

Abstract : Both Michel Foucault and Pierre Bourdieu have expressed far greater nuance in their understanding of Political Islam than anything airily vented by the French « Nouveaux Philosophes ». In the Middle East as elsewhere, the use of violence has in fact long been correlated with any and all brands of ideology and with all religions extant. After the September 11 2001 attacks, rapturously intent on denouncing the terror which had struck the United States, many Western analysts forgot to emphasize the extreme violence undergone by millions of Iraqis, Palestinians or Saudis, as a direct consequence of US foreign policies in the region. While over-emphasizing the role of history and the sources of the Islamic religion, many have omitted to further enquire into the flatly political origins of this crisis.

Au Proche-Orient, l'usage de la violence a été le fait de toutes les idéologies et de toutes les religions³. De l'attentat de l'hôtel King David de Jérusalem perpétré en 1947 par les dirigeants du futur État d'Israël (pour – déjà – « libérer la terre de Palestine »⁴) à celui de la pizzeria de Tel-Aviv en août 2001, de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 aux « sanctions » contre l'Irak de la libérale Amérique (pour qui la mort d'un demi million d'enfants irakiens a certes représenté un « choix difficile » mais qui « en valait la peine⁵ »), nombreux sont les régimes et les acteurs de tous bords qui ont pratiqué et légitimé la violence politique sous des formes diverses.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, chacun a voulu dénoncer, de façon légitime, l'horreur qui avait frappé les États-Unis. Bon nombre d'analystes occidentaux ont cependant oublié de rappeler la violence qui résulte, pour des millions

³ « Les attentats du Hamas palestinien relèvent de l'«auto-défense». Tous les Arabes devraient pouvoir les assumer », déclarait par exemple le pape copte Chenouda III en avril 1997 au Caire.

⁴ L'explosion d'une bombe aveugle à l'Hôtel King David provoqua la mort de 91 personnes.

d'Irakiens, de Palestiniens ou de Saoudiens, de la politique étrangère américaine dans la région. En se réfugiant dans l'histoire et les sources de la religion islamique, beaucoup ont omis de chercher l'origine trivialement politique de cette violence.

Aux origines du terrorisme

Une formule magique parvient en effet régulièrement à occulter les ressorts essentiels de cette « escalade » de la violence. Pour obtenir à moindre coût une explication définitive des tensions et autres malentendus qui affectent les relations de l'Occident avec le monde musulman, il lui suffit de qualifier ses adversaires d'« islamistes ». Les cerveaux peuvent alors cesser de fonctionner. Le règne des tripes commence. Sonne l'heure des experts, autoproclamés, en « criminologie », à qui revient le privilège d'expliquer le fonctionnement de toute une partie du monde. Peu importe que, de la langue à la culture en passant par l'histoire des sociétés concernées, ces curieux experts ignorent à peu près tout. L'inusable référence à l'« islamisme » suffira à pallier leur ignorance ou leur mépris pour les motifs réels et complexes de la montée de la violence. Cette pirouette est bien évidemment dangereuse : elle interdit de comprendre de quel engrenage il faut précisément sortir.

Lorsqu'après avoir présenté ses craintes ou ses fantasmes comme autant de prophéties, on se hâte de tout faire pour les transformer en réalités, on fait ce que la langue anglaise dénonce comme une *self-fulfilling prophecy*. Les prédictions guerrières que l'Occident médiatique et politique nous sert depuis trop longtemps en guise de programme de « lutte contre le terrorisme islamique » relèvent plus que jamais de cette dangereuse catégorie. Privé depuis la chute du mur de Berlin de ce que sa division en deux blocs pouvait avoir de régulateur, l'Occident réunifié ne se contente pas de dénoncer le potentiel de violence de la génération islamiste montante : il contribue surtout à le fabriquer, à l'entretenir et à l'amplifier. « Comment les islamistes entraîneront les démocraties dans la guerre », titrait, dès 1996, un hebdomadaire français friand de « lutte contre l'intégrisme ». Mais qui, aujourd'hui, pousse véritablement l'autre ?

Les modes d'action des courants islamistes ont en fait le plus souvent été « inspirés » très directement par ceux de leurs « interlocuteurs » politiques, locaux ou interna-

⁵ Déclaration de Madeleine Albright, « Sixty minutes », CBS, mai 1996.

tionaux. Dans l'arène des luttes oppositionnelles internes à chaque État, ils se sont le plus souvent adaptés à la violence des régimes qu'ils contestaient. Chaque fois que la vie parlementaire a fait partie du champ du possible politique (en Jordanie, au Yémen, au Liban, au Koweït, etc.), ils s'y sont en revanche insérés sans choc majeur pour le système. Dans le conflit palestinien ou dans l'arène Nord-Sud, ils répondent à bien des égards à la violence du rapport de domination.

« Les islamistes sont des fauteurs de guerre ! », répètent les plus puissantes voix de nos médias avant de remplir leurs titres, couvertures et éditoriaux de provocations caractérisées à l'égard de la culture de toute une multitude. Nous ne cherchons qu'à « promouvoir la démocratie », martèlent les grands stratèges de notre « patrie des droits de l'homme » avant de cautionner les pires dérives militaires ou de signer avec les dictateurs de tous bords de juteux accords de défense qui serviront à perfectionner d'épouvantables machines répressives. « Aidez-nous à combattre les terroristes », implorent, d'Ariel Sharon à Abdelaziz Bouteflika, nos alliés « éradicateurs » avant que leurs policiers, geôliers et autres tortionnaires ne retournent alimenter la fureur de toute une génération de désespérés de la politique. Aidez-nous à « sauvez la paix » ne cessent de répéter les pompiers pyromanes de la coalition occidentale avant de recommencer à fabriquer en Palestine, en Irak, en Arabie saoudite, en Afghanistan ou ailleurs, à coup de bombes « intelligentes », d'occupations militaires, de colonisation, de « bouclages de territoires », d'embargos et autre perfusion de dictateurs, les désespoirs qui produiront la violence « islamique » de demain.

En Palestine, la machine américaine à fabriquer de la violence arabe et musulmane opère par intransigeance israélienne interposée. Devant l'incapacité avérée des États-Unis à s'ériger en modérateur crédible dans le conflit, l'exaspération de ceux que l'on a trop longtemps voulu discréditer en les qualifiant abusivement d'« ennemis de la paix » a gagné peu à peu tous les compartiments de la société palestinienne. En Irak, année après année, l'armée américaine procède plus directement – par-delà la violence d'une guerre initialement destinée à libérer le Koweït – à des frappes aériennes « stratégiques » dont on peine à comprendre la finalité. Elle maintient surtout un embargo aussi interminable que meurtrier. Les pertes humaines consécutives à cette asphyxie de la société irakienne, celles aussi qui résultent du gel de toute dynamique de démocrati-

sation (dommage politique « collatéral » de cet embargo...) se comptent par centaines de milliers aujourd'hui. Ces adultes ou ces enfants sont pourtant aussi innocents que les travailleurs du World Trade Center, les officiers du Pentagone ou les marins du destroyer américain *Cole*.

Dans la péninsule arabique, comme dans un certain nombre d'autres États de la région, la violence américaine se manifeste par la pérennisation d'inusables dictatures. Le *deal* est alors de type quasi mafieux : des régimes corrompus et discrédités, parfaitement hermétiques aux valeurs de la grande démocratie américaine (qui se souvient que les femmes d'Arabie saoudite n'ont pas le droit de conduire ?), sont conviés à acheter sa protection et sa complicité. Ils le font par d'énormes commandes d'armement, dont le financement se fait au détriment des plans de développement, ou par cette surproduction très paradoxale qui conduit à la baisse des cours de leur propre pétrole⁶.

Si l'Occident est aujourd'hui confronté à un terrorisme « infra-étatique », c'est avant tout, nos grands stratèges oublient trop souvent de le dire, parce que de longue date, les aspirations des citoyens arabes ne sont plus relayées par leurs régimes. Ce déni de représentation est le produit sans surprise de la pérennité artificielle de potentats militaires ou monarchiques. Or ceux-ci seraient parfaitement incapables de survivre à un scrutin autre que ceux qu'affectionnent « notre ami Ben Ali⁷ » et bon nombre de ses homologues, s'ils ne bénéficiaient pas, au nom de leur « lutte contre le fondamentalisme », de l'appui inconditionnel de l'Occident.

Des islamistes pas si « fous de Dieu » que ça ?

Pourtant, peut-on à l'heure actuelle réduire l'« islamisme » au seul fondamentalisme religieux, qui plus est hostile à la laïcité et aux valeurs démocratiques ? Prenons telle ou telle interview d'Oussama Ben Laden, considéré aujourd'hui comme le plus dangereux d'entre eux⁸. Une première remarque s'impose : si la rhétorique religieuse est

⁶ Voir sur ce point le témoignage solidement documenté d'un ancien ambassadeur de France : Jean-Michel FOULQUIER, *La Dictature protégée*, Albin Michel, Paris, 1995.

⁷ Voir : Nicolas BEAU et Jean-Pierre TUQUOI, *Notre ami Ben Ali*, La Découverte, Paris, 1999.

⁸ Voir par exemple l'interview donnée à Peter Arnett et Graham Fuller dans dans 'Imâd NADHAF, *Oussama Ben Laden*. « Un parmi un milliard », Mu'assasat al Imâne, Dar al Rashîd, Beyrouth, 1998 ;

bien présente (« Cela est contraire à la loi musulmane », « Comme le dit le Saint Coran », etc.), les revendications et les ambitions des « fous de Dieu » sont d'ordre politique bien davantage que religieux : « Le premier de nos reproches au régime saoudien et à ceux de la Péninsule, c'est leur inféodation aux États-Unis » ; « Les prix actuels du pétrole [sont le produit] des pressions de l'administration américaine sur l'Arabie saoudite pour saturer le marché et faire chuter les prix [...]. En dix ans, les États-Unis ont volé plusieurs milliards de dollars aux musulmans. » Déjà entendu ? Continuons. « À nos yeux, les États-Unis sont directement responsables de toutes les victimes de Palestine, du Liban ou de l'Irak. [...] Le gouvernement des États-Unis a abandonné tout sentiment humanitaire. Personne ne s'est plaint de l'Irak lorsqu'il utilisait des armes chimiques contre l'Iran [...]. Les attentats sont des réactions à ces provocations, destinés à chasser [...] ces soldats américains qui arpentent fièrement notre pays, en uniforme, pendant que nos universitaires croupissent en prison. »

Oussama Ben Laden n'est-il vraiment qu'un « fou de Dieu » ? Dans le monde arabe et musulman, les courants islamistes sont tous marqués par leur environnement national. Mais ils sont également, ce livre entend le montrer, le produit d'une dynamique historique commune, pas si inédite que cela⁹. Bien davantage qu'une hypothétique « résurgence du religieux », nous voulons redire ici que la matrice de l'islamisme n'est autre que la reformulation, avec un lexique plus endogène, de la vieille dynamique nationaliste ou anti-impérialiste arabe. L'apport du passage au langage « religieux » a bien sûr été de faciliter la condamnation éthique d'un Occident perçu bien moins comme chrétien que comme... déchristianisé et matérialiste. Ressenti comme endogène, ce langage a de surcroît et surtout répondu au besoin des anciens colonisés de se (re)différencier de l'Occident – moins d'ailleurs que de le renier – et de lui redonner, en s'écartant de lui, tous les attributs de l'altérité. Comme on le verra, les raisons que donnent bon nombre de leaders « nassériens » ou « baasistes » de leur « reconversion » à l'univers de la pensée religieuse illustrent bien cette continuité : peu à peu, le lexique endogène de la culture musulmane héritée leur est apparu plus apte que les concepts

ou celle donnée à la chaîne Al Jazîra en 1998, reproduite dans Jamâl Abd al latîf ISMA'IL, *Ben Laden, Al Jazîra wa anâ*, S.E., 2001.

importés du marxisme (qui inspiraient auparavant la gauche arabe) à exprimer leur ferveur nationaliste.

Cette « généalogie » de l'islamisme permet de mieux comprendre pourquoi la résurgence des catégories de la culture islamique n'a pas nourri une mais une infinie variété de projets politiques. Avec la victoire en Iran du président Khatami en 1997 et le renouvellement de sa majorité parlementaire, la « dictature théocratique » fondée par Khomeyni a tout de même fini par déboucher – a-t-on jamais pris le temps de le remarquer ? – sur la toute première alternance politique crédible sortie des urnes de cette région du monde, à des années lumières de la pratique de tous ces généraux « modernistes » qui président aux destinées de l'Algérie, de l'Égypte ou de la Tunisie « laïques ». Dans la sphère des relations entre le Nord « judéo-chrétien » et le Sud « musulman », les messages des groupes qui ont opté pour l'« action directe » depuis le milieu des années quatre-vingt-dix confirment la centralité de l'hypothèse « anti-impérialiste » – mais, pour ne pas prendre le risque d'en « faire le jeu » ou peut-être aussi parce qu'ils ne sont pas toujours agréables à entendre, on a souvent omis de rendre publique la teneur.

La rhétorique islamiste sert bien aujourd'hui avant tout à dénoncer l'impasse dans laquelle se sont enfermées les relations de l'Occident en général et des États-Unis en particulier avec une large partie du monde musulman. L'alignement partial sur le camp israélien d'abord, le soutien accordé à tous ces régimes discrédités ensuite, si étrangers soient-ils au respect de l'éthique que l'arrogante Amérique prétend défendre, ont creusé le fossé des incompréhensions en tous genres. Ainsi sommes-nous arrivés aux terribles violences que l'on sait, contre les Israéliens d'abord, contre leurs protecteurs ensuite, jusqu'au cœur de leurs capitales économique et politique.

En finir avec les raccourcis

Si l'on accepte de prendre en compte cette essence avant tout nationaliste, anti-impérialiste et identitaire de l'islamisme, une série de conséquences s'impose à l'analyste comme au stratège.

⁹ Voir également François BURGAT, *L'Islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Karthala, Paris, 1988 (rééd., Payot, Paris, 1995).

À l'évidence, le lexique religieux a pu servir ici et là à cautionner la violence, mais il n'en est nullement à l'origine. Pas plus que la Bible ne saurait « expliquer » l'IRA, le Coran ne peut donc expliquer Ben Laden. L'islamologie est une science importante, pourvu que l'on se garde de l'utiliser pour comprendre les convulsions trivialement politiques du monde contemporain.

Mais on ne saurait non plus lire et comprendre le phénomène islamiste avec les catégories d'analyse des pathologies sociales ou politiques et des méthodes servant à les « soigner ». Trop d'éditoriaux mais également trop d'analyses, y compris académiques, ont emprunté et empruntent plus que jamais de tels raccourcis. Ainsi, les premières luttes anticoloniales avaient déjà provoqué en Occident des réactions plus émotionnelles que rationnelles, porteuses d'aggravations plus que de solutions. Pour ne rien dire de l'accueil réservé aux premiers « fellaghas » algériens, Gamal Abd al-Nasser, pour avoir osé nationaliser « notre » canal de Suez, fut comparé à Hitler¹⁰ et devint, en 1956, la cible d'une première coalition des armées occidentales.

Autre conséquence, si nous admettons le caractère fonctionnel de l'interprétation en terme d'anti-impérialisme : une approche seulement socio-économique du phénomène islamiste ne permet absolument pas d'en dévoiler les ressorts essentiels. Si elle met en lumière certains facteurs adjuvants de la mobilisation, elle ne peut en saisir l'essence. Sur le fond, elle est en fait condamnée à ne pouvoir « révéler » que le caractère à la fois évolutif et diversifié de son assise sociale : les jeunes un jour, les déshérités, les intellectuels ou les bourgeois, pieux ou non, le lendemain, les militaires aussi, et même les militantes féministes, etc. Le profil, « surprenant » au regard des credos convenus, de la dernière génération des kamikazes, dont les horizons professionnel et social étaient loin d'être bouchés, vient une nouvelle fois de le confirmer¹¹.

¹⁰ Comme l'est aujourd'hui Ben Laden : « Oussama Ben Laden présente de nombreux points de comparaison avec Hitler, mais le plus important, c'est leur génie très particulier et qui leur est commun : Hitler était un mauvais sujet qui avait un don extraordinaire pour comprendre la faiblesse des autres » (Alexandre Adler, interviewé par Michel Zerbib, « L'invité de la rédaction », Radio J, 20 septembre 2001).

¹¹ Sans parler du milliardaire Ben Laden, le profil de son plus proche lieutenant, Aïmân Dhawahiri, leader en titre de la plus révolutionnaire des formations islamistes nées au bord du Nil, illustre mieux que de longs discours le danger de cette inusable lecture « économiciste ». Chirurgien de formation et marié à une philosophe, le leader de *Tanzîm Al Jihâd* est le fils d'un doyen de faculté et d'une professeur d'université. Ses ascendants familiaux soulignent également la fragilité de l'extrapolation, en politique, du cloisonnement, par ailleurs souvent utile, entre « les islams » – soufi, islamiste ou institu-

Enfin, on a souvent considéré que tout discours usant du lexique musulman était incompatible avec ce que la modernité occidentale contient d'universel. Ce livre entend rappeler qu'en réalité, l'attitude des courants islamistes sur ce terrain est changeante et nulle part monolithique. Ses franges véritablement « intégristes » ont souvent cédé à la facilité du rejet indiscriminé de l'apport occidental à la modernisation sociale ou politique sous le seul prétexte que cet apport s'était opéré au cours de la phase « impérialiste » de l'Occident et avec les catégories de son langage. Elles ne représentent pourtant qu'une minorité¹². Derrière cette façade aussi réductrice qu'elle est médiatisée, l'alchimie islamiste est bien plus complexe. Les valeurs de la modernité sont sans doute bien moins répudiées que réécrites avec la terminologie du système symbolique musulman. Ce qui contribue davantage à étendre le champ de cette modernisation qu'à en interrompre ou à en perturber la progression. Dans le cas des femmes notamment, la poursuite des dynamiques de modernisation à l'intérieur du processus de ré-islamisation a été attestée de façon peu discutable et de fort longue date.

L'emploi du prisme du « péril intégriste » continue pourtant à monopoliser l'interprétation de la guerre civile algérienne ou du conflit israélo-arabe. Cette lecture, qui occulte les contradictions patentes de la politique étrangère de l'Occident (et la responsabilité de ses alliés arabes), interdit toute interprétation plus profane et, dès lors, plus réaliste de l'origine réelle de la violence et des moyens de la résorber. Cette « suridéologisation » enferme la perception de la mobilisation islamiste dans sa seule dimension religieuse alors qu'elle sert à l'évidence à véhiculer des revendications plus largement culturelles, mais également politiques (nationalistes, anti-impérialistes ou même « démocratiques »). En se confinant dans cette perspective trompeuse, l'Occident se prive de comprendre qu'une partie au moins des demandes présentées par la génération islamiste n'est pas plus illégitime que celles exprimées, en leur temps (et, *mutatis mutandis*, tout aussi violemment), par leurs pères nationalistes.

tionnel. Par son père, Aïmân Dhawahiri est en effet le petit-fils d'un cheikh d'Al-Azhar et, par sa mère, d'un recteur de l'université du Caire, ambassadeur d'Égypte mais surtout cheikh de confrérie soufie.

¹² À propos des Talibans, qui fournissent une illustration de ce courant, l'un des meilleurs analystes de l'Afghanistan a cru bon de préciser que « hormis peut être dans l'imaginaire des pays musulmans et occidentaux, ce qui n'est pas sans importance, [elle] ne semble pas annoncer d'autres révolutions du

L'Occident aux pieds d'argile reçoit depuis peu des coups de plus en plus meurtriers. Chacun doit donc se préoccuper de la terrible escalade de leur efficacité et notre « contre-offensive » se doit ainsi d'être soigneusement pensée. D'où l'importance, à l'heure des explications et des stratégies, de faire taire les passions et d'autoriser les cerveaux à reprendre leur rang.

François Burgat

Sanaa, octobre 2001

même type » (Gilles DORRONSORO, *La Révolution afghane : des communistes aux tålebân*, Karthala, coll. « Recherches internationales », Paris, 2000).